

2 Politique

Dialogue politique

La troisième phase s'ouvre le 18 avril prochain

Martina ADA METOULE

Akanda/Gabon

L'annonce en a été faite, hier, au cours d'une conférence de presse qu'a animée, au stade d'Angondjé, le ministre d'Etat en charge du Dialogue politique, Francis Nkea Nzigui. Cette phase dite politique traitera également des thématiques évoquées lors de la partie citoyenne qui s'achèvera officiellement demain.

LE ministre d'Etat en charge du Dialogue politique, Francis Nkea Nzigui, a animé une conférence de presse hier au stade d'Angondjé. Au cours de cet échange avec les journalistes, le membre du gouvernement a annoncé que la phase dite politique de ces assises inclusives et sans tabou débutera "officiellement" le 18 avril prochain. Cette étape sera précédée de la clôture de la phase citoyenne prévue demain. Celle-ci se déroulera sous forme de plénières. Ainsi, mercredi à 10 heures, il y aura la plénière consacrée à la remise des rapports des travaux de cette phase citoyenne.

Dans la même journée, une autre plénière relative à la phase politique se tiendra. Au cours de celle-ci, il y aura la lecture du rapport final et la communication des institutions de la République et des personnalités que le bureau du Dialogue aura invitées.

Pour ce qui est de l'ouverture officielle de la phase politique de ces assises d'Angondjé, Francis Nkea Nzigui a précisé qu'elle sera marquée par la mise en place des commissions, en lieu et place des panels ayant ponctué l'étape citoyenne. Ensuite, débiteront les travaux, qui auront lieu entre 14 heures et 20 heures jusqu'à la clôture. Le ministre d'Etat a rappelé que les acteurs de la majorité et de l'opposition qui y prendront part vont échanger sur les points inscrits à l'ordre du jour. No-



Photo : Bandoma



Photo : Bandoma

Le ministre d'Etat en charge du Dialogue politique, Francis Nkea Nzigui (à droite), a indiqué à la presse qu'il n'était plus nécessaire pour la société civile de prendre part à la phase politique.



Photo : Wilfried Mbinah

Les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition entrent en scène dès le 18 avril.



Photo : Bandoma

Les participants à la phase citoyenne se retrouvent demain dans le cadre de la clôture.

tamment, les thématiques retenues lors de la phase citoyenne, c'est-à-dire entre autres, la réforme électorale, la réforme des institutions, la modernisation de la vie publique, la consolidation de la paix et de la cohésion nationale.

Répondant aux questions des journalistes sur la prise en compte des différentes propositions de la société civile, le ministre d'Etat a affirmé : "toutes les contributions vont servir à la confection des textes législatifs et réglementaires". Pour éclairer davantage l'opinion, l'orateur a précisé : "les décisions qui seront prises ici ne seront pas directement des lois ou des décrets. Elles passeront d'abord par le processus normal, par les institutions compétentes (...)".

Par ailleurs, il a estimé que prendre part à cette phase politique, comme le souhaitent certains qui ont participé à l'étape précédente, ne serait que de la "redundance". Et d'ajouter : "les propositions que vous avez émises à la phase citoyenne sont certainement les mêmes que vous allez reconduire à la phase politique. Puis qu'il s'agit des mêmes thématiques. Sachez tout simplement que tout ce que vous avez proposé viendra en complément à ce qui sera dit à la phase politique".

Petit angle

Phase politique : les travaux à huis clos ?

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Akanda / Gabon

SI l'on s'en tient aux propos tenus par le co-vice-président pour la majorité, Guy-Christian Mavioga, lors de l'entretien qu'il nous a accordé (lire l'Union du 10 avril), "la phase politique du Dialogue se tiendra à huis-clos." Autrement dit, entre représentants de l'opposition, de la majorité et les membres du comité interministériel chargé dudit Dialogue. Lors de la conférence de presse qu'il a animée, hier, au

stade d'Angondjé, le ministre d'Etat, ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles, chargé du Dialogue politique, Francis Nkea Nzigui, a, entre les lignes, plus au moins abondé dans le même sens. Si d'aventure, cette hypothèse se matérialise, l'on ne peut s'empêcher de se poser certaines questions.

Que cache cette volonté des hommes politiques de débattre en catimini ? Celle-ci n'est-elle pas une manière de plus, de trop, pour les acteurs politiques de se "partager le gâteau entre eux" à l'abri des regards indiscrets ? Va-t-on assister à une mise au placard des différentes propositions issues de la phase citoyenne ? Ces questions sont d'autant plus fondées

que, depuis quelques jours, plusieurs participants à la première phase du Dialogue politique militent ouvertement pour leur participation à la seconde phase, de peur, disent-ils, que les politiques s'asseyent "comme d'habitude" sur leur travail.

Dans tous les cas, une chose est certaine : les travaux des rencontres précédentes de ce type (Conférence nationale, Accords de Paris, Arambo) se sont déroulés à un moment à huis clos, entre politiques. Sauf que, quotidiennement, un porte-parole se chargeait de faire régulièrement le point sur l'avancée de leurs discussions en commissions. Histoire d'éclairer l'opinion, transparence oblige. Qu'en sera-t-il cette fois ?

A ce qui semble, rien de pareil ne transparaît des propos du membre du gouvernement et de ceux du secrétaire exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC). Une telle hypothèse, si elle est avérée, serait de nature à conforter ceux qui pensent que la phase citoyenne n'aura été que de "la poudre aux yeux". Ce qui donnerait raison aux jeunes réunis au sein du Front uni des jeunes de l'opposition (FUJO) qui, dans une déclaration à la Chambre de Commerce de Libreville, samedi dernier, n'ont pas été tendres avec l'organisation. Ces derniers sont allés jusqu'à traiter la phase citoyenne de "dialogue de bébés". Non sans accuser "les aînés de faire dans la sorcellerie politique et le banditisme".